

DANS L'ACTUALITE du 7 au 17 juillet 2017

Textes officiels

JORF n° 0165 du 16 juillet 2017

Modification des statuts de l'établissement public « Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture »

[Décret n° 2017-1168 du 13 juillet 2017 modifiant le décret n° 98-387 du 19 mai 1998 fixant les statuts de l'Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture](#)

Index nationaux du bâtiment, des travaux publics et aux index divers de la construction

[Avis relatif aux index nationaux du bâtiment, des travaux publics et aux index divers de la construction \(référence 100 en 2010\) et à l'indice de réactualisation des actifs matériels dans la construction d'avril 2017](#)

JORF n° 0162 du 12 juillet 2017

Prorogation de l'état d'urgence

[LOI n° 2017-1154 du 11 juillet 2017 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence](#)

Procédure de classement et de renouvellement de classement des parcs naturels régionaux

[Décret n° 2017-1156 du 10 juillet 2017 relatif aux parcs naturels régionaux](#)

JORF n° 0161 du 11 juillet 2017

Dispositions assurant la transposition de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles

[Arrêté du 29 mai 2017 modifiant l'arrêté du 2 mai 2013 relatif aux définitions, liste et critères de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles \(prévention et réduction intégrées de la pollution\)](#)

JORF n° 0159 du 8 juillet 2017

Définition de la puissance maximale souscrite et modification des dispositions du code général des collectivités territoriales

[Décret n° 2017-1143 du 6 juillet 2017 relatif aux modalités d'application des taxes locales sur la consommation finale d'électricité](#)

Assouplissement des modalités de désignation des représentants des EPCI et communes isolées aux conseils d'administration par les associations départementales des maires

[Arrêté du 23 juin 2017 modifiant l'arrêté du 11 septembre 2012 portant application des dispositions du dernier alinéa de l'article L. 321-9 et de l'article L. 321-22 du code de l'urbanisme](#)

Projet de loi

Environnement : évaluation environnementale des projets et information du public

[Mardi 11 juillet 2017 la commission du développement durable et de l'aménagement du territoire a adopté le projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et n° 2016 1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement.](#)

[Rapport n° 91 déposé le 11 juillet 2017](#)

[Texte de la commission](#)

[Annexe 1](#)

Jurisprudence

Les conditions de privatisation de la SNCM constituaient une aide d'État

[TUE 6 juillet 2017 SNCM, aff. T-74/14](#)

Référé précontractuel - Délai dans lequel ce recours peut être introduit

[CE 12 juillet 2017 société Etudes Créations et Informatique, req. n° 410832](#)

Appréciation du préjudice subi par le lotisseur à raison de l'illégalité fautive de sa demande d'autorisation de lotissement

[CE 12 juillet 2017 SARL Negocimmo, req. n° 394941](#)

Le Conseil d'État enjoint au Gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires pour ramener les concentrations en dioxyde d'azote et en particules fines PM10 sous les valeurs limites

[CE 12 juillet 2017 Association Les Amis de la Terre France, req. n° 394254](#)

Le juge des référés du Conseil d'État suspend le décret du 9 mai 2017 relatif aux obligations d'amélioration de la performance énergétique dans les bâtiments à usage tertiaire

[CE, ordonnance du 11 juillet 2017 Conseil du commerce de France et autres, req. n° 411578](#)

Possibilité pour l'entrepreneur de rechercher la responsabilité quasi-délictuelle du maître d'œuvre avec lequel il n'est pas lié par contrat

[CE 5 juillet 2017 société SCREG Est, req. n° 396430](#)

Prise en compte de l'atteinte excessive à l'intérêt général

[CE 5 juillet 2017 commune de La Teste-de-Buch, req. n° 401940](#)

Modifications des prescriptions du programme fonctionnel au cours du dialogue

[CAA de Paris 30 juin 2017 société Citelum, req. n° 15PA00443, 15PA00445](#)

Vu par ailleurs

Contrat public

La signature du marché public, unique limite au référé précontractuel

Dans cet arrêt du 12 juillet 2017, le Conseil d'Etat est venu préciser le régime du référé précontractuel, et plus particulièrement le délai dans lequel un tel recours peut être introduit. En effet, il a infirmé la pratique naissante des juges considérant comme tardive les requêtes en référé précontractuel introduites plus de trois mois après que l'entreprise ait eu connaissance du manquement aux règles de procédure de passation.

Source : localtis.info du 13/07/2017

Urbanisme

Exclusif : Le Top 10 des promoteurs immobiliers français

Nexity, Bouygues Immobilier et Kaufman & Broad caracolent toujours en tête du classement (1). Mais les belles performances réalisées en 2016 chamboulent le reste du palmarès.

Source : le Moniteur du 17/07/2017

Décret tertiaire : le Conseil d'Etat suspend le dispositif dans son ensemble

Le juge des référés du Conseil d'Etat a suspendu intégralement le décret tertiaire qui oblige les propriétaires de bâtiments à réduire de 25% la consommation énergétique des édifices tertiaires. Le texte est donc inapplicable, en attendant que la Haute juridiction se prononce définitivement sur sa légalité.

Source : le Moniteur du 12/07/2017

Vers une énième simplification du droit des sols et de la construction ?

[Jacques Mézard n'a donné aucune précision, ce 6 juillet 2017, lors du 47e congrès de la Fédération des promoteurs immobiliers \(FPI\), sur le projet de loi Logement annoncé pour cet automne \(voir notre article ci-dessous du 30 juin 2017\). Le ministre de la Cohésion des territoires a en revanche annoncé travailler avec son administration sur "une simplification" de la réglementation en matière de "droits des sols" et dans le domaine de la construction.](#)

Source : localtis.info du 07/07/2017

Seuils de recours à l'architecte : l'ultime combat des laissés-pour-compte de la réforme

[L'audience QPC sur les décrets de la loi LCAP fixant l'obligation de recourir à un architecte à partir d'un certain seuil de surface de plancher s'est tenue ce matin au Conseil d'Etat. Les architectes devraient rester les mieux servis.](#)

Source : le Moniteur du 06/07/2017

Domanialité

Propriété des personnes publiques

[Le ministre de l'action et des comptes publics a présenté un projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-562 du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques.](#)

Source : Compte rendu du Conseil des ministres du 12 juillet 2017

Environnement

Plan climat : Nicolas Hulot défend sa vision au Sénat

[Une semaine après avoir dévoilé le Plan climat du gouvernement, le ministre de la Transition écologique et solidaire en a exposé les principales mesures aux sénateurs, réunis le 12 juillet au sein de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.](#)

Source : localtis.info du 13/07/2017

Sites et sols pollués - Un guide à l'attention des collectivités

[A travers la publication d'un guide consacré aux secteurs d'information sur les sols \(SIS\), à l'adresse des collectivités territoriales, le ministère de la Transition écologique entend favoriser une prise en compte élargie du risque de pollution des sols, depuis les politiques de planification urbaine jusqu'à l'instruction des autorisations d'urbanisme.](#)

Source : localtis.info du 10/07/2017

Collectivités territoriales

Conférence nationale des territoires : les collectivités locales demandent des clarifications

[La première conférence nationale des territoires se tiendra au Sénat le 17 juillet. Ce rendez-vous semestriel promis lors de la campagne présidentielle par Emmanuel Macron doit permettre de nouer de nouvelles relations de travail avec les collectivités territoriales. Et de débattre des mesures qui les concernent. L'initiative va dans le bon sens estiment les acteurs locaux. Mais les attentes nombreuses et la prudence reste de mise.](#)

Source : le Moniteur du 13/07/2017

Piscines : une déferlante de rénovations

[Souvent vétustes et désuètes, les piscines françaises ont grand besoin d'un ravalement. Avec, comme ambition, des économies financières et énergétiques pour les collectivités.](#)

Source : le Moniteur du 13/07/2017

Transport

Plan d'investissement autoroutier : le Conseil d'Etat rendra son avis fin juillet

[Saisi pour avis par le gouvernement, le Conseil d'Etat devra se prononcer sur les 7 avenants aux contrats de concession entre l'Etat et les sociétés d'autoroutes APRR, Area, ASF, Escota, Cofiroute, Sanef et SAPN signés dans le cadre du plan d'investissement autoroutier. Mi-juin, l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières, l'Arafer, avait rendu un avis défavorable.](#)

Source : le Moniteur du 12/07/2017

Vu dans les revues

AJDA n° 24-2017 du 10 juillet 2017 p.1412, *Les délais transitoires de mises en conformité des publicités devenues irrégulières*, par Jean-Philippe Strebler

Contrats publics – Actualités MoniteurJuris n° 178 Juillet-Août 2017 p.23, *Dossier – Réglementation des contrats publics : actualité des textes officiels*

Contrats publics – Actualités MoniteurJuris n° 178 Juillet-Août 2017 p.25, *Mise en œuvre du principe « dites-le nous une fois » pour les certificats sociaux et fiscaux : entre incertitude et confusion*, par Rachel Cattier